

Article 31 du Règlement

Ce que les Québécoises veulent par-dessus tout, c'est un projet de société qui réponde enfin à leurs aspirations. Le camp du changement leur en propose un. Pour les femmes, la souveraineté est un outil de changement social qui permettra la réalisation de tous leurs espoirs.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, les agriculteurs de tout l'ouest du pays sont exaspérés de voir de quelle façon lamentable le gouvernement procède aux rachats relatifs à la subvention du Nid-de-Corbeau. Les agriculteurs qui ont diversifié leur production n'ont pas droit aux indemnités.

● (1405)

La Société du crédit agricole et les banques manquent à leur promesse de laisser une part équitable de cet argent aux producteurs. Le gouvernement est incapable d'améliorer l'efficacité du système de transport et de manutention du grain. De plus, il pénalise les producteurs biologiques parce qu'ils commercialisent et transportent leur propre grain. Les producteurs canadiens de boeuf sont constamment confrontés à des importations arbitraires de boeuf de l'étranger.

Depuis deux ans, on nous promet, mais en vain, une loi sur les cultures spéciales. Au lieu d'encourager l'industrie, le gouvernement accule à la faillite les petites usines de nettoyage des semences en appliquant une réglementation toujours plus lourde.

Pendant que le gouvernement consacre toutes ses énergies au référendum, les agriculteurs sont forcés de constater qu'on fait fi de leurs problèmes. Il est devenu clair qu'ils n'ont rien à attendre du menu législatif extrêmement mince des libéraux.

* * *

LE PARTI RÉFORMISTE

M. Derek Wells (South Shore, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été surpris de lire dans l'édition de ce matin du *Daily News* que le député de Fraser Valley-Ouest n'allait pas démissionner dans la région de l'Atlantique. Il s'est demandé qui pourrait bien vouloir se présenter dans cette région.

Il y a 32 députés à la Chambre qui travaillent très dur tous les jours, et ce, depuis des années, pour représenter les véritables préoccupations des vrais gens de l'Atlantique.

Le député a reconnu lui-même qu'il ne voulait pas tenir des propos trop durs, car il savait qu'ils seraient cités dans les journaux. Cela prouve une fois de plus que le Parti réformiste n'agit que par intérêt politique. Le troisième parti essaie de marquer des points aux dépens des Canadiens de l'Atlantique, mais les gens de la région méritent mieux.

Le chef du Parti réformiste a déclaré, cette fin de semaine, qu'il allait veiller à ce que le secteur de la pêche demeure une préoccupation nationale. C'est le même homme qui a dit aux Canadiens de la région de l'Atlantique que ce secteur était bel et bien mort. Nous ne sommes pas dupes. Nous savons très bien que le Parti réformiste essaie simplement de se faire du capital politique. C'est une chose de vouloir faire les premières pages,

mais c'en est une autre de vouloir vraiment régler les problèmes qui assaillent quotidiennement notre région. C'est sur ce point que le Parti réformiste échoue lamentablement. Son programme n'a rien de rassurant pour les Canadiens de la région de l'Atlantique.

* * *

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

M. Gurbax Singh Malhi (Bramalea—Gore—Malton, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est le meilleur pays au monde pour sa qualité de vie. En outre, il se classe au deuxième rang parmi les pays riches.

En tant que Canadiens, les habitants du Québec partagent déjà cette chance. Pourtant, les séparatistes leur promettent davantage. Que peuvent-ils vouloir dire par là? Qu'y a-t-il de mieux que le meilleur?

Les gens du Québec doivent examiner attentivement les promesses qu'on leur fait. La vérité, c'est qu'une victoire du camp du oui ne garantit absolument rien aux Québécois. Le dollar canadien, un partenariat économique et politique, la citoyenneté canadienne: rien ne serait acquis.

Les Québécois et leurs ancêtres ont participé au dur labeur et à la vision qui ont mené à l'édification de notre grand pays. Ils ne doivent pas perdre leurs intérêts dans son avenir. Leurs enfants méritent le droit qu'ils ont acquis à la naissance, la citoyenneté canadienne.

* * *

[Français]

L'UTILISATION D'UNE MONNAIE COMMUNE

Mme Pierrette Ringuette—Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, le débat entourant l'utilisation, par un Québec souverain, de la monnaie canadienne peut trouver un éclairage intéressant auprès de l'histoire récente des Républiques tchèque et slovaque. Ces deux nouvelles républiques avaient convenu entre elles de partager une monnaie commune pendant une période transitoire minimale de six mois, suite à leur séparation. Trente-neuf jours plus tard, ce bel objectif s'est cruellement heurté aux craintes et à l'insécurité des détenteurs de capitaux qui ont massivement transféré leurs avoirs dans d'autres pays.

La nouvelle République slovaque n'a disposé que de trois jours pour imprimer sa propre monnaie et ainsi mettre fin à la fuite massive de capitaux. Aujourd'hui encore, la monnaie de la Slovaquie, le plus petit et vulnérable des deux nouveaux États, vaut 12 p. 100 de moins que la monnaie tchèque.

En se séparant du Canada, un Québec souverain deviendrait lui aussi très très vulnérable à ces fuites massives de capitaux. Est-ce que l'aventure séparatiste vaut vraiment le prix qu'on devra payer? La réponse est non, monsieur le Président.

* * *

BOMBARDIER INC.

M. Gaston Leroux (Richmond—Wolfe, BQ): Monsieur le Président, les hauts dirigeants de Bombardier effectuent un véritable tordage de bras pour inciter les cadres de l'entreprise à s'impliquer pour le camp du non et à contribuer financièrement.